

Gouvernance vs démocratie

Jean-Claude Ravet

Number 756, April–May 2012

Notre démocratie : fiction ou réalité?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/66238ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Ravet, J.-C. (2012). Gouvernance vs démocratie. *Relations*, (756), 14–15.

à de vulgaires voyageurs de commerce dont le rôle principal consiste à vanter les vertus du « Québec comme marchandise » pour attirer le capital étranger.

UN MONDE À SON IMAGE...

La puissance de l'élite réside non seulement dans le contrôle économique et politique, mais surtout dans sa capacité de contrôler cet imaginaire social. Sa puissance se concrétise lorsqu'elle parvient à « façonner un monde à son image », comme le soutenaient Marx et Engels, dans *Le Manifeste du Parti communiste*. Le type d'individu façonné par le régime de la démocratie-marché est le citoyen-consommateur. Il utilise les libertés que la société de marché et de consommation lui confère afin de s'adonner à des activités fondamentalement inoffensives, comme consommer et regarder la télévision.

Comme aux États-Unis, le citoyen-consommateur se présente ici comme un membre de la classe moyenne, et la moyenne c'est le socle sur lequel repose la démocratie-marché. Gilles Châtelet résume admirablement l'équation qui légitime les démocraties-marchés : « Marché = Démocratie = Majorité d'hommes moyens ». Dans la démocratie-marché, la « vie bonne » a pris l'allure d'un slogan publicitaire, et le bonheur est une idéologie désormais quantifiable. Il se mesure sous la forme d'écrans plasma, de

C'est au moyen de la délibération dans l'espace public que se manifeste la possibilité de réaliser les libertés individuelles et collectives, lesquelles sont en soi indissociables.

iPod, de maisons préfabriquées en banlieue, de Power Centers, de voyages tout inclus dans le Sud ou de spectacles d'humoristes qui dissertent sur les vertus de leur thermopompe et de leur 4X4. Dans les démocraties-marchés, le politicien aguerrri, soucieux de sa réélection, sait qu'il doit offrir aux gens ce qu'ils veulent : des gadgets que la logique de consommation programmée leur ordonne de désirer. Comme le souligne Fredric Jameson : « [...] le marché en tant que concept a rarement quelque chose à faire avec le choix ou la liberté, qui sont déterminés à l'avance pour nous, qu'il s'agisse de nouveaux modèles de voitures, de jouets ou de programmes de télévision : assurément nous faisons un choix parmi ces éléments,

mais il est difficile d'affirmer que nous avons eu notre mot à dire en faisant un choix véritable. Donc l'homologie avec la liberté est au mieux une homologie avec la démocratie parlementaire de type représentatif qui est la nôtre! »

Est-il nécessaire de rappeler qu'un individu ne peut être libre que s'il participe à l'élaboration de la loi? En effet, c'est au moyen de la délibération dans l'espace public que se manifeste la possibilité de réaliser les libertés individuelles et collectives, lesquelles sont en soi indissociables. Dans la mesure où l'espace public au Québec est colonisé par deux empires – Power Corporation et Quebecor –, la délibération et l'argumentation réflexive laissent place à une série de slogans, de clichés et d'informations-spectacles qui confortent le citoyen-consommateur dans ses préjugés ou dans une passivité cynique face au politique.

Gouvernance vs démocratie

JEAN-CLAUDE RAVET

L'auteur est rédacteur en chef de *Relations*

Le philosophe Castoriadis se refusait d'appeler « démocratie » le régime politique en vigueur en Occident, le qualifiant plutôt d'oligarchie libérale – c'est-à-dire pouvoir d'une élite capitaliste. Car derrière le voile du nom, se cache un profond mépris des fondements démocratiques : participation populaire, égalité des voix, autonomie et débats. Les crises économiques et financières actuelles ont ceci de particulier qu'elles lèvent, de temps à autre, le voile des apparences. Récemment, le musèlement du peuple et l'imposition à la tête des « démocraties » grecque et italienne de banquiers à la solde d'institutions financières en sont de scandaleux exemples.

Quand le premier ministre québécois et le président de la Caisse de dépôt et placement du Québec vont rendre visite à celui qui règne sur l'empire Power Corporation, n'agissent-ils pas ainsi en bons et loyaux vassaux? Quand le Plan Nord du Parti libéral ressemble à s'y méprendre à un buffet de choix servi aux multinationales, ne remplit-il pas

son rôle qui sied à un régime où les intérêts privés d'une élite se confondent aux intérêts publics, à l'image de la phrase célèbre d'un président américain : « Ce qui est bon pour General Motors est bon pour les États-Unis »?

Pas étonnant non plus, pour bien des partis politiques, que « faire de la politique autrement » signifie simplement d'agir en hommes d'affaires et de considérer le pouvoir exécutif comme un C.A. d'entreprise. C'est en tout cas ce dont nous convainc, sans fard, la Coalition avenir Québec. Dès lors est non avvenu un projet de société mobilisant des valeurs fondamentales comme l'égalité et la justice sociale, le partage équitable des richesses, la solidarité avec les plus démunis, le bien commun, impliquant la participation du plus grand nombre. Ce qui compte, c'est le rendement, l'efficacité, la production. La bonne gouvernance est le mot-clé. *Exit* les conflits, les débats, qui perturbent la bonne marche des affaires. Bannis les mots comme exclusion, inégalités sociales, domination et rapports de pouvoir qui évoqueraient des réalités « dépassées ». La démocratie est ainsi réduite à une coquille vide.

La démocratie est aux antipodes d'un pouvoir élitiste qui tend à enfermer chacun dans son rôle et à promouvoir

COMMENT SORTIR DE LA DÉMOCRATIE-MARCHÉ?

Le projet de modernisation du Québec nous a entraînés dans un cercle vicieux dont nous ne semblons plus en mesure de sortir. Si le consensus qui a prévalu jusqu'aux années 1980 était que la justice sociale était une alliée de la croissance, aujourd'hui, l'idée qui fait désormais figure de préjugé populaire est que pour se payer des services sociaux, «il faut soulager les entraves au Capital». Cela sans voir que ce «sauveur» est souvent derrière le siphonage et le détournement des recettes publiques qui manquent pour assurer le bien commun. Dans le contexte actuel de crise économique où la croissance n'est plus au rendez-vous, de nombreuses voix s'élèvent pour manifester leur indignation, sans toutefois être en mesure d'ouvrir un espace de possibles face à un horizon politique qui apparaît de plus en plus bloqué. Une certaine gauche contemporaine se contente d'adopter une position défensive : elle s'oppose à la disparition des acquis sociaux, mais ne propose pas réellement de programme alternatif. Si ce type de revendication est louable, il laisse toutefois en suspens la question



de repli dans la vie privée plutôt que la participation citoyenne, afin d'instrumentaliser l'espace politique à des fins mercantiles. Indissociable de l'apparition publique des exclus, des inégaux – ces moins égaux que d'autres, pour paraphraser Orwell –, elle met en scène la conflictualité de la vie sociale, l'antagonisme des rapports sociaux.

On comprend dès lors comment la démocratie est menaçante, subversive et toujours en état de projet. Sortir de l'illusion d'être en démocratie, comme s'il s'agissait avant tout d'un lieu, d'un régime plutôt que d'un mode d'action, est déjà une façon de s'en approcher. Dans les moments de crise, quand le carcan de la norme sociale imposée se fissure de toutes parts, l'espérance réside dans la résurgence de la passion politique pour les affaires humaines engloutie sous la chape de plomb du conformisme, mais toujours sur le qui-vive. N'est-elle pas d'ailleurs en train d'ouvrir des brèches?

d'un nécessaire dépassement de l'État-providence. Pour paraphraser Slavoj Žižek, il n'est plus possible de vouloir le capitalisme sans les effets néfastes du capitalisme.

L'impasse politique dans laquelle nous sommes se manifeste dans l'incapacité de penser un au-delà de la démocratie-marché et de la dynamique de croissance économique aveugle. Que faire devant cette impasse? Il s'agit de reconnaître le caractère profondément obsolète et destructeur de notre mode de vie fondé sur le travaillisme, le productivisme et le consumérisme. C'est seulement à cette condition qu'il sera possible d'envisager une transformation des rapports sociaux qui permettra de faire en sorte que le politique subordonne l'économie. En reconnaissant que l'économie est une création imaginaire qui s'érige en tant qu'instance souveraine de la société, nous pourrions alors interroger le caractère «pseudo-rationnel» de la rationalité économique, à la manière de Castoriadis, qui questionne ses fondements et ses finalités : «Tout est effectivement subordonné à l'efficacité – mais l'efficacité pour qui, en vue de quoi, pour quoi faire? La croissance économique se réalise; mais elle est croissance de quoi, pour qui, à quel coût, pour arriver à quoi?» (*L'institution imaginaire de la société*, Seuil, 1975, p. 241). Nous serons en mesure alors de nous poser les questions politiques fondamentales.

Il est donc urgent de reconnaître que les pouvoirs financiers et économiques globalisés, qui propulsent une dynamique de croissance illimitée sur laquelle nous n'avons aucune prise politiquement, engendrent une forme d'«hétéronomie collective». Or, le fondement de l'autonomie en politique, et de la démocratie, repose sur la capacité de poser des limites face à la démesure de la dynamique de croissance illimitée. À l'élite politico-économique qui souhaite «attirer les investisseurs», il faudrait rappeler les mots de Marcel Rioux qui, parlant du Québec des années 1960, se plaisait à citer Trotsky qui disait des nations les moins développées qu'elles avaient le «privilege du retard historique». Ce privilege, nous sommes en train de le sacrifier en nous lançant aveuglément dans la voie de la croissance illimitée et du bradage de nos ressources collectives. Rioux avait souligné le danger de sacrifier notre propre culture en s'engageant sur le terrain des Américains afin de «briller parmi les meilleurs». Le risque étant de devenir une pâle copie de la société américaine, comme l'était déjà le Canada anglais.

Devant cette impasse, ne serait-il pas temps de reprendre l'ancien slogan «Socialisme et indépendance», qui était au cœur du projet d'indépendance des années 1960? Aujourd'hui, devant l'ampleur de la catastrophe écologique qui pointe à l'horizon et la barbarie vers laquelle nous pousse la crise économique, ce slogan devrait être reformulé : «Écosocialisme et indépendance». ●

Christian Tiffet,
Loyaux vassaux!, 2012

1. «Postmodernisme et marché», *Multitudes* (webmagazine), 1992.